OFFICE DES
PROFESSIONS
DU QUÉBEC

930, CHEMIN STE-FOY
QUÉBEC 6
G1S 2L4

L'EVOLUTION DU PROFESSIONNALISME AU QUEBEC

René DUSSAULT, président
de l'Office des professions
du Québec

SOMMAIRE

L'OFFICE DES PROFESSIONS DU QUEBEC FACE AU DEVELOPPEMENT DU PROFESSIONNALISME

A. A la recherche de critères objectifs

B. Une démarche basée sur les activités des corporations professionnelles

C. L'activité des corporations professionnelles vue dans une perspective historique

LA POLITIQUE DE L'OFFICE DES PROFESSIONS CONCERNANT LE DEVELOPPEMENT DU PROFESSIONNALISME AU QUEBEC

A. La constitution de nouvelles corporations professionnelles

1. Les conditions d'octroi de l'autogestion professionnelle

2. Le choix entre le titre réservé et l'exercice exclusif

B. La situation particulière des corporations professionnelles à titre réservé existantes

C. L'adaptation du corporatisme professionnel aux entreprises et aux institutions

Depuis l'adoption du Code des professions en juillet 1973, l'Etat québécois intervient plus directement dans la réglementation des activités dites "professionnelles". La surveillance qu'il exerce auprès des corporations professionnelles grâce à l'Office des professions indique désormais qu'en matière de services professionnels comme dans d'autres domaines de l'activité économique ou sociale, le législateur estime que les producteurs ne peuvent assumer seuls et sans un contrôle externe la défense des intérêts des consommateurs ou du public en général.

Le rôle de l'Office ne se limite cependant pas à la surveillance des corporations actuellement reconnues par le Code des professions et à la mise en application de la réglementation issue de cette législation. Le législateur confie également à l'Office le double mandat de suggérer la constitution de nouvelles corporations professionnelles et d'évaluer l'utilité des corporations existantes en recommandant leur fusion ou leur dissolution.

Or, depuis sa création, l'Office des professions subit de fortes pressions l'incitant à encourager le développement du processus de professionnalisation des activités de travail au

Québec. D'une part, vingt-trois groupements de travailleurs sollicitent actuellement la reconnaissance professionnelle de leur activité et l'octroi d'un statut de corporation professionnelle (1). D'autre part, la plupart des corporations à titre réservé réclament d'être transformées en corporations d'exercice exclusif.

L'Office a donc, très tôt, fait face à une question majeure d'orientation. Jusqu'à quel point doit-il promouvoir le développement du processus de professionnalisation des activités de travail au Québec, en encourageant la création de nouvelles corporations professionnelles et en favorisant la transformation des corporations à titre réservé en corporations d'exercice exclusif?

L'OFFICE DES PROFESSIONS DU QUEBEC FACE AU DEVELOPPEMENT DU PROFESSIONNALISME

Dans l'exécution de son mandat sur ces questions précises, l'Office dispose d'abord de l'article 25 du Code des professions, qui énumère l'ensemble des facteurs dont il faut tenir compte dans l'appréciation des demandes de constitution en corporations professionnelles. Ces facteurs, qui désignent certaines caractéristiques de l'activité professionnelle, ont trait aux

---

(1) Voir annexe 1 : Groupements qui ont fait une demande de constitution en corporation professionnelle, par secteur d'activité.

connaissances requises pour exercer une profession, au degré d'autonomie du praticien, à la difficulté de porter un jugement sur la qualité d'un service professionnel, au caractère personnel des rapports entre le professionnel et son client, à la gravité du préjudice que peut subir un client et au caractère confidentiel des renseignements transmis par le client au professionnel.

Ces facteurs demeurent, cependant, sujets à une interprétation subjective. En effet, quelles conditions permettent d'affirmer que la gravité du préjudice et le degré d'autonomie sont suffisants dans un cas particulier et insuffisants dans un autre? Que le caractère des rapports est suffisamment personnel et le caractère des informations suffisamment confidentiel pour justifier une reconnaissance en vertu du Code des professions?

En réalité, le Code des professions ne permet pas de tracer la frontière, de déterminer le seuil au-delà duquel une activité donnée est suffisamment "professionnelle" pour que les personnes qui l'exercent soient regroupées en corporation . Selon la définition plus ou moins restrictive qu'on donne de l'article 25, on peut s'interroger sur les raisons de la constitution de certaines des corporations existantes ou, inversement, favoriser une augmentation considérable du nombre de corporations professionnelles.

De la même manière, la transformation éventuelle des corporations à titre réservé existantes en corporations d'exercice exclusif soulève de sérieuses interrogations. Le mécanisme de l'exercice exclusif permet, sans doute, d'éliminer les personnes incompétentes susceptibles de causer de sérieux préjudices au public. Il exige cependant que l'activité visée soit définie et circonscrite avec beaucoup de précision, il cloisonne les diverses spécialités d'un secteur donné et, enfin, il accorde aux professionnels concernés un contrôle total du marché susceptible d'entraîner une hausse du prix des services.

Dans ces conditions, l'Office a estimé nécessaire, avant de se prononcer sur ces questions, d'étudier plus en profondeur le phénomène du corporatisme professionnel par rapport aux besoins de protection du public et aux exigences de la société moderne. Il a poursuivi pendant plus de deux ans une vaste étude sur les professions au Québec et c'est à la suite et à la lumière de cette étude qu'il a formulé une politique sur le développement du professionnalisme au Québec (2).

A. A la recherche de critères objectifs

Cette étude de l'Office sur le professionnalisme au Québec s'est déroulée en trois étapes successives: 1° il a comparé aux corporations existantes les groupements demandant

---

(2) L'évolution du professionnalisme au Québec, Office des professions du Québec, septembre 1976.

à être constitués en corporations professionnelles; 2° il a examiné les travaux de recherche consacrés aux professions en Amérique du Nord afin de préciser les facteurs généraux énoncés à l'article 25 du Code des professions concernant la constitution d'une corporation professionnelle; enfin, 3° il a analysé certaines activités des corporations professionnelles existantes au moment de l'adoption de ce Code et tenté d'identifier les caractéristiques susceptibles de favoriser leur action en matière de protection du public.

La première démarche a permis à l'Office de constater que la plus grande hétérogénéité caractérise aussi bien les corporations professionnelles existantes que les groupements désireux d'être constitués en corporations. En conséquence, l'Office n'a pu, de prime abord, réunir un ensemble cohérent de traits communs aux corporations professionnelles existantes pouvant servir de guides pour la constitution de nouvelles corporations professionnelles.

La deuxième démarche visait l'identification d'attributs partagés par l'ensemble des professions socialement ou juridiquement reconnues, et susceptibles de les distinguer des autres activités de travail. Cette démarche s'est également révélée vaine mais elle a au moins permis à l'Office de constater qu'aucun consensus n'existe actuellement sur l'identification et le contenu de ces attributs, malgré de nombreuses tentatives en ce sens, échelonnées sur quelques décennies.

Devant l'impossibilité de réunir un consensus sur les attributs propres aux professions et de leur assigner un contenu non équivoque qui aurait précisé les facteurs généraux énoncés à l'article 25 du Code des professions, l'Office aurait souhaité fonder sa politique de constitution de nouvelles corporations professionnelles sur les besoins de protection du public ressentis dans le domaine des services professionnels.

Un examen attentif de la notion de "protection du public" révèle cependant qu'elle est tout aussi imprécise et subjective que celle de "profession" et qu'un consensus à son sujet ne paraît guère plus probable. En fait, les demandes de constitution en corporations professionnelles reçues à ce jour par l'Office confirment ce point de vue puisqu'elles se basent toutes sur la nécessité de protéger le public dans un secteur d'activité donné.

Comment, dans chaque cas, évaluer cette nécessité? Comment identifier le public à protéger? S'agit-il uniquement de clients ou de consommateurs individuels de services professionnels ou doit-on également protéger l'entreprise privée ou publique qui utilise des services professionnels ou emploie des professionnels? La notion de "public" recouvre-t-elle l'ensemble de la société? Si oui, que signifie, dans ce contexte, le mot "protection" et contre quels dangers faut-il protéger la société?

Dans ces conditions, l'Office n'a pas estimé pouvoir élaborer seul une définition formelle de la protection du public. Une telle entreprise lui est apparue de nature hautement politique, au même titre que la définition du bien commun. Désireux, toutefois, de restreindre le plus possible sa discrétion lorsqu'il se prononce sur les demandes de reconnaissance professionnelle au sens du Code des professions, l'Office a entrepris en dernier ressort une troisième démarche consistant en un examen du travail accompli en matière de protection du public, au cours de l'année 1974, par les corporations professionnelles existant avant le Code des professions, soit 29 des 38 corporations professionnelles actuellement reconnues au Québec (3).

B. Une démarche basée sur les activités des corporations professionnelles

Cette troisième démarche repose sur l'hypothèse qu'en examinant le travail des corporations professionnelles il serait possible de dégager les caractéristiques des corporations les plus susceptibles de favoriser un niveau supérieur d'activité en matière de protection du public. Ces caractéristiques pourraient ensuite être utilisées comme guides lors de l'appréciation des demandes actuelles et futures de constitution en corporations professionnelles.

---

(3) Voir annexe 2 : Les corporations professionnelles reconnues par le Code des professions.

L'Office a donc choisi quatre domaines d'action qu'il considère comme des indicateurs pertinents et valables du travail des corporations professionnelles en matière de protection du public: la discipline, la formation continue, l'information du public et les normes d'exercice de la profession. Ne visant nullement à évaluer la qualité du travail accompli par les corporations mais plutôt à mesurer leur niveau d'activité pour ces quatre domaines, cette démarche, malgré la valeur relative de ces indicateurs, s'est avérée dans l'ensemble plus fructueuse que les précédentes.

Les résultats obtenus ont révélé un niveau d'activité généralement faible. Sur les 29 corporations examinées, 11 n'ont agi dans aucun des quatre domaines retenus comme indicateurs, alors que seulement deux ont agi dans chacun de ces domaines. Comparés à certaines caractéristiques des corporations professionnelles telles le statut juridique de la corporation, son année de constitution, son nombre de membres, son revenu annuel, la proportion de ses membres exerçant en pratique privée et la nature de la clientèle de ses membres, ces résultats ont démontré que l'année de constitution des corporations, c'est-à-dire leur ancienneté, est la caractéristique la plus intensément reliée à leur niveau d'activité en matière de protection du public. On constate même que les corporations se partagent en deux groupes distincts correspondants à deux moments historiques de l'évolution des activités de travail.

- les corporations constituées depuis plus de cinquante ans sont habituellement composées de membres exerçant majoritairement en pratique privée, détiennent un exercice exclusif, disposent de revenus plus importants et exerçent à un plus haut niveau les activités de protection du public qui constituent les quatre indicateurs; au sein de ce groupe de corporations, les activités de protection du public paraîssent encore davantage favorisées lorsque la clientèle des membres est majoritairement composée d'individus.

- les corporations constituées plus récemment sont habituellement composées de travailleurs n'exerçant pas à leur propre compte, ne détiennent pas d'exercice exclusif, disposent de revenus moins élevé et exerçent peu les activités de protection du public concernées.

Les différences entre les deux groupes de corporations semblent attester que le mécanisme de la corporation professionnelle n'a pas su, au cours des ans, s'adapter efficacement à l'évolution des conditions sociales et plus particulièrement à l'évolution du monde du travail. Aussi, avant de considérer l'opportunité d'étendre ce mécanisme à de nouveaux secteurs d'activité, il

importe d'en retracer les origines et d'examiner les facteurs qui causent ses difficultés d'adaptation malgré l'attrait qu'il exerce toujours auprès des producteurs de services.

C. L'activité des corporations professionnelles vue dans une perspective historique

Un retour aux sources du professionnalisme nous apprend d'abord que les corporations professionnelles constituées au Québec au cours de la seconde moitié du XIXième siècle et au début du XXième siècle s'inscrivaient dans un contexte économique fondé sur la libre entreprise. Les producteurs de biens et de services étaient le plus souvent éparpillés dans des entreprises de petite dimension et la plupart des professionnels exerçaient en cabinet privé, seuls, autonomes et isolés.

Le plus souvent, les membres des corporations constituées à cette époque occupaient des champs de connaissances étendus et généraux. La main-d'oeuvre qualifiée était rare, la somme des connaissances était moindre qu'aujourd'hui, la division du travail n'était pas aussi poussée. A chaque champ de connaissances correspondait un champ d'exercice — médecine, médecine dentaire, droit, etc. — et chaque professionnel pouvait offrir un service couvrant la totalité de ce champ.

Dans ce contexte, la création de corporations professionnelles répondait à des besoins précis, aussi bien du professionnel que du client: besoin d'identification du professionnel isolé à un groupe homogène; besoin de standardisation des services offerts par des professionnels autonomes à des clients peu aptes à en apprécier la qualité, etc. La constitution d'une corporation permettait en quelque sorte de stabiliser la distribution des services professionnels dans un secteur donné tout en respectant le régime de libre entreprise qui prédominait à l'époque.

Soucieux à la fois de la défense des intérêts de leurs membres, de la promotion de la profession ainsi que du bien-être de leur clientèle et du public en général, ces corporations autonomes constituaient le seul mécanisme de contrôle des professions en cause. Il paraissait difficile de régir autrement des producteurs autonomes exerçant individuellement et détenant des monopoles sur de vastes champs de connaissances. Ainsi fut délégué aux seuls producteurs de services le soin de veiller aux intérêts des consommateurs de ces mêmes services.

Or, l'industrialisation rapide de la société québécoise et la révolution technologique provoquée par la seconde guerre mondiale ont considérablement modifié les conditions de travail et les caractéristiques de la main-d'oeuvre. Trois phénomènes, en particulier, retiennent l'attention. Ce sont: la

salarisation de la main-d'oeuvre, le morcellement des activités de travail dû à l'éclatement des champs de connaissances, et l'intervention de l'Etat dans la production des services essentiels.

En effet, depuis un certain nombre d'années, la prise en charge croissante des activités de travail par des entreprises privées ou publiques a entraîné une salarisation graduelle de la main-d'oeuvre qualifiée. Ainsi, un grand nombre de membres des corporations professionnelles sont devenus des travailleurs salariés. De ce fait, ils sont moins isolés, moins autonomes, souvent membres d'un syndicat et sont soumis à un contrôle hiérarchique formel et régulier de leurs employeurs. Le contrôle exercé par la corpoation professionnelle doit donc s'ajuster à ces nouvelles conditions.

Par ailleurs, les professionnels peuvent de moins en moins prétendre aujourd'hui offrir des services qui couvrent la totalité d'un champ de connaissances très étendu. Leur travail est souvent morcelé, spécialisé. La surveillance de la main-d'oeuvre s'exerce ainsi plus facilement auprès de ces travailleurs, appelés de plus en plus à poser des actes précis, selon des méthodes éprouvées, dans des circonstances spécifiques.

Cette réduction des champs d'activité des travailleurs qualifiés facilite la surveillance de la main-d'oeuvre dans les

milieux salariés et modifie, selon l'Office le rôle des corporations professionnelles puisque les domaines sont de moins en moins nombreux où la corporation professionnelle autonome constitue le seul mécanisme de contrôle des professionnels offrant des services complets à l'intérieur d'un champ de connaissances étendu et exerçant leur profession individuellement, en pratique privée.

Quant à l'intervention de l'Etat, enfin, elle est devenue considérable dans le domaine des services professionnels: plus ou moins directement, l'Etat est le principal employeur des professionnels ou le principal client des services professionnels offerts en pratique privée. De plus, l'Etat peut adopter des lois lui permettant de réglementer directement une activité de travail et de délivrer lui-même des permis de pratique à ceux qui l'exercent. Il peut aussi adopter diverses lois de caractère plus général qui viennent régir plus indirectement la distribution des services professionnels. C'est le cas, par exemple, de la Loi québécoise sur les services de santé et les services sociaux, de la Loi de la protection des consommateurs dont d'importantes modifications sont présentement à l'étude en commission parlementaire à Québec et aussi de la Loi (fédérale) relative aux enquêtes sur les coalitions.

Comme on le constate, chacun de ces phénomènes, considérés séparément, réduit sensiblement l'apport prévisible du corporatisme professionnel à de nouveaux secteurs d'activité. A plus forte raison, leur développement simultané dans les dernières décennies incite à une grande prudence dans l'appréciation des besoins de constitution de nouvelles corporations professionnelles.

LA POLITIQUE DE L'OFFICE DES PROFESSIONS CONCERNANT LE DEVELOPPEMENT DU PROFESSIONNALISME AU QUEBEC

Au terme de son étude, l'Office des professions a cru nécessaire de formuler la politique suivante concernant le développement du professionnalisme au Québec. Celle-ci porte sur la constitution de nouvelles corporations professionnelles, la situation particulière des corporations à titre réservé existantes et l'adaptation du corporatisme professionnel dans les milieux salariés. En rendant publique cette politique, l'Office a récemment invité les personnes ou organismes concernés à transmettre tout commentaire susceptible de la préciser ou d'en permettre la meilleure application possible.

A. La constitution de nouvelles corporations professionnelles

En l'absence de données susceptibles de préciser et de rendre opératoires les facteurs généraux énoncés à l'article 25 du Code des professions concernant la constitution d'une corporation professionnelle, l'Office compte examiner une à une les demandes reçues et évaluer dans chaque cas, après discussion avec les groupements concernés, l'opportunité, eu égard à la protection du public, de recommander la création d'une corporation professionnelle ou l'utilisation, s'il y a lieu, d'un autre type de réglementation.

1. Les conditions d'octroi de l'autogestion professionnelle

Toutefois, dans son appréciation, l'Office tiendra compte du fait que les conclusions de l'étude qu'il a menée auprès des corporations existant au moment de l'adoption du Code des professions indiquent que celles qui ont un niveau supérieur d'activité de protection du public ont conservé, à des degrés divers, cinq caractéristiques distinctes qui peuvent être regroupées en deux catégories. D'une part, les caractéristiques relatives aux conditions d'exercice de la profession: 1) forte proportion de membres exerçant en pratique privée; 2) clientèle des membres composée majoritairement d'individus; 3) champ de connaissances relativement étendu; et d'autre part, les caractéristiques relatives aux conditions de fonctionnement d'une corporation: 4) ressources financières importantes; 5) nombre de membres relativement élevé.

L'Office ne considèrera la possibilité d'octroyer l'autogestion professionnelle qu'aux groupements de personnes qui, selon lui, possèderont ces cinq caractéristiques. Toutefois, sans considérer les ressources dont ces groupements disposent, l'Office dirigera vers un autre type de réglementation ceux dont les membres oeuvrent en pratique privée et auprès d'une clientèle individuelle mais non dans un champ de connaissances étendu, s'ils demeurent susceptibles de causer de sérieux préjudices au public en raison de la nature des actes qu'ils

posent. Ce type de réglementation pourra prendre l'une ou l'autre des formes suivantes: réglementation et inspections périodiques assurées par un ministère ou un organisme gouvernemental immédiatement concerné; réglementation directe de l'Office des professions; réglementation conjointe de l'Office et d'un organisme gouvernemental ou de l'Office et d'une corporation professionnelle dont la compétence apparaît nécessaire à la surveillance de l'activité en cause.

L'Office reconnaît cependant que cette politique générale pourra souffrir des exceptions précises dans le cas où les membres d'un groupement désireux d'être constitué en corporation professionnelle oeuvrent dans le champ d'activité d'une corporation existante ou dans un champ d'activité connexe et bénéficient d'une formation sensiblement équivalente à celle des membres de cette corporation. Dans de telles circonstances, l'Office pourra juger bon de favoriser l'intégration des membres de ces groupements aux corporations en cause.

2. Le choix entre le titre réservé et l'exercice exclusif

Les conclusions de l'étude de l'Office indiquent que le fait de détenir l'exercice exclusif d'une profession influence de façon positive le niveau d'activité d'une corporation en matière de protection du public à condition que cette corporation détienne habituellement les cinq caractéristiques mentionnées précédemment.

Ces résultats pourraient sans doute justifier, qu'en général, l'Office recommande d'octroyer l'exercice exclusif aux groupements qui rempliraient l'ensemble des conditions requises pour obtenir l'autogestion professionnelle. L'Office hésite cependant à adopter aveuglément une telle attitude puisque l'exercice exclusif d'une profession comporte plusieurs inconvénients majeurs. En effet, l'octroi exclusif d'un champ d'exercice aux membres d'une profession accorde à ceux-ci un contrôle total du marché dont les désavantages pour le public, comme ceux de tout monopole, sont bien évidents.

De plus, l'exercice exclusif soulève des difficultés d'application croissantes dues au fait que de nouvelles professions de niveaux de formation souvent différents se développent constamment à l'intérieur de champs de connaissances occupés par une seule corporation. Cette situation entraîne des frictions entre les groupes concernés, qu'il s'agisse des relations entre corporations professionnelles ou des relations entre certaines corporations et des professions non constituées en corporations professionnelles; elle pose également des difficultés parfois insolubles quand il s'agit de préciser les champs d'exercice de chaque profession ou corporation.

Dans ce contexte l'Office croit que la position la plus réaliste consiste à évaluer pour chaque groupement concerné

si les avantages, sur le plan de la protection du public, d'un monopole d'exercice, l'emportent sur ses inconvénients prévisibles à d'autres égards. Cette évaluation devra évidemment être spécifique pour chaque groupement en tenant compte du contexte particulier où exercent ses membres.

Cette politique de l'Office, tout en reconnaissant à l'exercice exclusif certains avantages en matière de protection du public, place surtout sa confiance dans l'avenir du mécanisme du titre réservé. En effet, ce mécanisme permet d'identifier les personnes offrant les meilleures garanties de compétence dans un secteur donné, sans entraîner les inconvénients majeurs que présente l'exercice exclusif, sur le plan du cloisonnement des spécialités et de l'octroi d'un contrôle total d'un marché à un groupe de professionnels. C'est en ayant ceci à l'esprit que l'Office a considéré le problème particulier des corporations professionnelles à titre réservé existantes.

B. La situation particulière des corporations professionnelles à titre réservé existantes

Plusieurs des 17 corporations professionnelles à titre réservé qui existent actuellement en vertu du Code des professions ont demandé d'être transformées en corporations professionnelles d'exercice exclusif. Malgré les difficultés que pose l'utili-

sation du mécanisme de l'exercice exclusif dans les secteurs où des professionnels en bénéficient, ces corporations à titre réservé croient présentement qu'il leur est impossible d'exercer efficacement une fonction de protection du public parce qu'elles ne sont pas en mesure de contrôler l'ensemble des personnes exerçant la profession.

L'Office ne partage pas ce point de vue. Il lui apparaît difficile de recommander une telle extension du mécanisme de l'exercice exclusif, compte tenu de toutes les conséquences découlant de l'octroi d'un monopole de pratique. Il croit plutôt que le mécanisme du titre réservé peut souvent constituer le mode de contrôle des activités professionnelles le plus satisfaisant et qu'il le sera encore davantage dans l'avenir.

Selon l'Office, les difficultés déplorées par les corporations professionnelles à titre réservé dans l'exercice de leurs fonctions ne résident pas essentiellement dans le fait que leurs membres ne détiennent que le monopole d'un titre professionnel. Ces difficultés proviennent plutôt des bouleversements survenus dans les conditions d'exercice des professions et caractérisés par les processus, examinés précédemment, de salarisation de la main-d'oeuvre qualifiée, de morcellement des champs de connaissances et d'intervention de l'Etat dans la production de services essentiels.

En plus de se buter à ces difficultés fondamentales, la majorité des corporations à titre réservé se heurtent également au fait qu'elles ne possèdent pas les ressources nécessaires à l'accomplissement efficace de leurs tâches. Selon l'Office, la meilleure façon de corriger cette situation serait de regrouper les corporations à titre réservé oeuvrant dans un même champ d'activité ou dans des champs connexes. Pareil regroupement permettrait à ces corporations d'obtenir les ressources humaines et financières nécessaires à l'exercice d'une fonction de protection du public, de travailler dans un climat d'harmonie et non de méfiance et réduirait les risques de confusion dans l'esprit du public quant aux limites de la compétence de leurs membres respectifs.

C. L'adaptation du corporatisme professionnel aux entreprises et aux institutions

Pour l'Office, il est clair que le corporatisme professionnel — un mécanisme d'autoréglementation originellement prévu pour des producteurs indépendants — a, dans l'immédiat, un défi à relever dans les entreprises privées ainsi que dans les établissements ou institutions publiques. Ce problème concerne la presque totalité des corporations à titre réservé ainsi qu'un grand nombre de corporations d'exercice exclusif.

Aussi l'Office, soucieux d'appliquer une loi — le Code des professions — qui impose les mêmes obligations à toutes les

corporations professionnelles, quelle que soit la situation de travail de leurs membres, fera tout en son pouvoir pour faciliter l'adaptation du corporatisme professionnel dans les milieux salariés en assurant notamment la consolidation de la réforme des professions.

De plus, l'intérêt que l'Office porte à la mise en application de la nouvelle législation professionnelle, notamment au respect des titres professionnels réservés et à l'application des mécanismes de discipline et d'inspection professionnelle dans les milieux salariés, sera concrétisé dans nombre d'études qu'il effectue actuellement et au terme desquelles il entend, s'il y a lieu, recommander au gouvernement les modifications législatives nécessaires pour permettre aux corporations professionnelles de jouer efficacement leur rôle dans les milieux salariés. Dans les domaines plus particulièrement reliés à l'entreprise privée, l'Office entend examiner la possibilité pour les corporations professionnelles en cause d'intervenir auprès de leurs membres sur des questions aussi cruciales que celles de la qualité des produits et des services offerts par l'entreprise, de la protection de l'environnement et de la sécurité des travailleurs.

Bien sûr, ces interventions des corporations professionnelles dans les milieux salariés auront de meilleures chances de succès si une certaine collaboration des employeurs et des syndicats peut être acquise. C'est là que se situe le plus grand

défi du professionnalisme et l'obstacle le plus important à son adaptation aux conditions actuelles de travail. Sans une collaboration des employeurs et des syndicats, il sera plus difficile d'assurer dans ces milieux l'efficacité des mécanismes de discipline et d'inspection professionnelle prévus par la loi.

Si au terme de ces efforts pour adapter le corporatisme professionnel aux milieux de salariés, on pouvait constater de nets progrès en ce sens, l'Office pourrait réévaluer la nécessité d'exiger, de la part des groupements requérant l'autogestion professionnelle, la condition relative à la pratique privée. Dans le cas contraire, cependant, l'Office serait amené à maintenir cette exigence et même à remettre en cause le principe de l'autogestion pour certaines corporations existantes, tant à titre réservé que d'exercice exclusif.

ANNEXE 1

GROUPEMENTS QUI ONT FAIT UNE DEMANDE DE CONSTITUTION EN CORPORATION PROFESSIONNELLE, PAR SECTEUR D'ACTIVITE

DROIT, ADMINISTRATION ET AFFAIRES

Association de l'immeuble du Québec

Association professionnelle des approvisionneurs du Québec

Guilde des comptables commerciaux du Québec

Institut des auditeurs publics accrédités

Institut des conseillers en administration du Québec

GENIE ET AMENAGEMENT

Association des architectes-paysagistes de la province de Québec

Association des biologistes du Québec

Association des mesureurs de bois licenciés du Québec

Association des technologistes agricoles Inc.

Corporation des techniciens professionnels de la province de Québec

Société des décorateurs-ensembliers du Québec

RELATIONS HUMAINES

Association des psycho-éducateurs du Québec

Corporation des conseillers sociaux du Québec

Fédération des associations de musiciens éducateurs du Québec

SANTE

Association d'acupuncture du Québec

Association des archivistes médicales de la province de Québec

Association des inspecteurs en hygiène publique

Association des orthothérapeutes de la province de Québec

Association des prothésistes et orthésistes de la province de Québec

Association des puéricultrices de la province de Québec

Corporation des techniciens inhalothérapeutes du Québec

Ordre des naturothérapeutes du Québec

AUTRE

Société des traducteurs du Québec

LISTE DES CORPORATIONS PROFESSIONNELLES RECONNUES PAR LE CODE DES PROFESSIONS

CORPORATIONS PROFESSIONNELLES D'EXERCICE EXCLUSIF

Agronomes

Architectes

Arpenteurs-géomètres

Audioprothésistes *

Barreau du Québec (Avocats)

Chimistes

Chiropraticiens *

Comptables agréés

Dentistes

Denturologistes *

Infirmières et infirmiers

Ingénieurs

Ingénieurs forestiers

Médecins

Médecins vétérinaires

Notaires

Opticiens d'ordonnances

Optométristes

Pharmaciens

Podiatres *

CORPORATIONS PROFESSIONNELLES A TITRE RESERVÉ

Administrateurs agréés

Comptables en administration industrielle

Comptables généraux licenciés

Conseillers d'orientation

Conseillers en relations industrielles

Diététistes

Ergothérapeutes *

Evaluateurs agréés

Hygiénistes dentaires *

Infirmières et infirmiers auxiliaires *

Orthophonistes et audiologistes

Physiothérapeutes*

Psychologues

Techniciens dentaires

Technologistes médicaux *

Travailleurs sociaux

Urbanistes

---

* Corporation professionnelle créée par le Code des professions et exclue, pour cette raison, de l'analyse de l'Office.

OFFICE DES
PROFESSIONS
DU QUÉBEC

950 CHEMIN STE-FOY
QUÉBEC 6
G1S 2L4

IV
7

THE EVOLUTION OF PROFESSIONALISM IN QUEBEC

René DUSSAULT, Chairman of the
Office des professions du Québec

LEGISLATIVE LIBRARY
TORONTO
WITHDRAWN
RECEIVED

Address given at the National Conference
on the Professions and Public Policy
Toronto, October 15, 1976

OUTLINE

THE OFFICE DES PROFESSIONS DU QUEBEC IN THE CONTEXT OF THE DEVELOPMENT OF PROFESSIONALISM

A. In search of objective criteria

B. An approach based on the activities of professional corporations

C. The activity of professional corporations viewed in an historical perspective

THE POLICY OF THE OFFICE DES PROFESSIONS WITH RESPECT TO THE DEVELOPMENT OF PROFESSIONALISM IN QUEBEC

A. Establishing new professional corporations

   1. The conditions for granting professional self-regulation

   2. The choice between reserve of title an exclusive practice

B. The particular situation of existing professional corporations with reserve of title

C. Adapting professional corporatism to enterprises and institutions

Since the adoption of the Professional Code in July 1973, the Québec government has intervened more directly in the regulation of activities referred to as "professional". The supervising of professional corporations by means of the Office des professions indicates that, in the field of professional services as in other sectors of economic and social activity, the legislator considers that producers cannot, alone and without external supervision, assume the defence of the interests of consumers and of the general public.

The role of the Office is, however, not restricted to overseeing corporations which have been recognized by the Professional Code and implementing regulations deriving from the legislation. The legislator has also assigned the Office the double mandate of suggesting the establishment of new professional corporations and of évaluating the usefulness of existing corporations, recommending their amalgamation or dissolution.

The Office des professions has, from its very inception, experienced heavy pressure urging it to encourage the development of the professionalization of occupations in Québec. On the one hand, twenty-three groups of workers are at present asking for the recognition of the professional status of their activity and the granting of professional corporation status (1).

---

(1) See Appendix 1: Groups which have applied for professional incorporation, by sector of activity.

On the other, most of the corporations with reserve of title have asked to become exclusive practice corporations.

The Office then was, almost from the start, confronted with a major problem of orientation. Up to what point should it promote the development of the professionalization of occupations in Québec by encouraging the establishment of new professional corporations and by favouring the transformation of corporations with reserve of title into exclusive practice corporations?

THE OFFICE DES PROFESSIONS DU QUEBEC IN THE CONTEXT OF THE DEVELOPMENT OF PROFESSIONALISM

In carrying out its mandate with regard to these specific matters, the Office has recourse to section 25 of the Professional Code which enumerates the factors which must be taken into account in the appreciation of requests for professional incorporation. These factors, which are characteristic of professional activity, deal with the knowledge required for practising a profession, the practising professional's degree of independence, the difficulty of assessing the quality of a professional act, the personal nature of the relationship between the professional and his client, the gravity of the prejudice that a client may sustain and the confidential nature of the information transmitted by the client to the professional.

These factors remain open, however, to subjective interpretation. For instance, what conditions permit one to affirm that the gravity of the prejudice and the degree of independence are sufficient in a particular case and insufficient in another? That the nature of the relationship is sufficiently personal and the nature of information sufficiently confidential to justify recognition under the Professional Code?

In reality, the Professional Code does not enable one to set the limits, to determine the threshold beyond which a given activity is sufficiently "professional" to warrant regrouping in a corporation those persons engaged in that activity. Depending on whether one opts for a broad or narrow interpretation of section 25, one can question the reasons for the incorporation of certain of the existing corporations or, conversely, favour a considerable increase in the number of professional corporations.

In the same manner, the eventual change of status of existing corporations with reserve of title into exclusive practice corporations raises serious questions. Doubtless, the exclusive practice mechanism makes it possible to eliminate incompetent persons who could possibly cause serious prejudice to the public. This same mechanism requires however that the activity concerned be defined and that its limits be set which much precision. It erects barriers between the various specializations of a given sector and grants to the professionals concerned a

total control of the market which could entail an increase in the price of services.

Given this state of affairs, the Office considered it necessary, prior to taking a position on these questions, to study in greater depth the phenomenon of professional corporatism in relation to the public's need for protection and the demands of modern society. The Office conducted over a period of more than two years a thorough study of professions in Québec and in the light of data obtained formulated a policy with regard to the development of professionalism in Québec (2).

A. In search of objective criteria

This study of professionalism in Québec was conducted in three successive stages: 1- it compared the groups requesting professional incorporation and those corporations that already existed 2- it examined research work done on professions in North America in order to better define the basic factors set down in section 25 of the Professional Code concerning the establishment of professional corporations; and, 3 - it analyzed certain activities of the professional corporations existing at the time of the adoption of this Code and attempted to indentify those characteristics which might further their efforts to ensure the

---

(2) L'évolution du professionnalisme au Québec, Office des professions du Québec, September 1976.

protection of the public.

The first step enabled the Office to realize that the groups seeking incorporation as well as the existing professional corporations were characterized by a great degree of heterogenity. Consequently, the Office was not, at this stage, able to draft a coherent statement of characteristics common to existing professional corporations that could have served as a guideline for the establishment of new professional corporations.

The purpose of the second step was to identify those attributes which all socially or legally recognized professions have in common and which offer a potentially valid means of distinguishing them from other occupations. This step also proved to be nonconclusive but it at least revealed that no consensus exists at present with respect to the identification and the content of these attributes, despite numerous efforts to this end over the course of the last few decades.

Despite the absence of consensus as to the defining attributes of professions and the impossibility of assigning them an unequivocal content that would have further specified the basic factors set down in section 25 of the Professional Code, the Office had cherished the hope that it could found its policy respecting the establishment of new professional corporations on

the public's need for protection as perceivable in the field of professional services.

A close examination revealed, however, that the notion of "protection of the public" is just as imprecise and subjective as the notion of "profession" and demonstrates that any consensus as to the meaning is as unlikely in one case as is the other. Requests for incorporation received to date by the Office tend to confirm this point of view, as all are based on the necessity of protecting the public in a given sector of activity.

How, in each case, does one evaluate this necessity? How should one identify the public to be protected? Is this public composed exclusively of the clients or indivudual consumers of professional services or should the private and public sector enterprises which employ professionals or utilize their services be protected as well? Does the notion of "public" cover society as a whole? If so, what, in this context, does the word "protection" mean and from what dangers must society be protected?

Given this state of affairs, the Office considered that it was in no position to draw up alone a formal definition of the expression "protection of the public" Such an undertaking seemed to it to be of a highly political nature, on a par with

the definition of the expression "public interest". On the other hand, wishing to attenuate as much as possible the discretionary nature of its rulings on requests for professional recognition as defined by the Professional Code, the Office undertook a third approach. It conducted a study of what professional corporations existing prior to the adoption of the Professional Code had accomplished in 1974 for the protection of the public. 28 of the 38 professional corporations presently recognized in Québec were involved (3).

B. An approach based on the activities of professional corporations

This third step was founded on the hypothesis that, by studying the activities of professional corporations, it would be possible to discern what characteristics of these corporations were most likely to promote a greater level of activity in the matter of protection of the public. These characteristic could then be used as guidelines in the assessment of current and future requests for professional incorporation.

The Office chose therefore four areas of activity that it considered to be pertinent and useful indicators of the efforts deployed by professional corporations with regard to the

---

(3) See Appendix 2 : Professional corporations recognized by the Professional Code.

"protection of the public": discipline, continuing education, public information and the profession's standards of practice. This procedure, while in no way attempting to evaluate the quality of the work accomplished by the corporations, did seek to measure their level of activity in these four areas, and despite the relative character of these indicators had generally proved to be a more fruitful endeavour than the preceding steps.

In general, the results obtained showed a low level of activity. Of the 29 corporations studied, 11 had not taken action in any of the four areas chosen as indicators, and only two had taken initiatives in all four fields. When the results obtained are compared with such characteristics of professional corporations as legal status, year of incorporation, number of members, annual revenue, proportion of members in private practice and clientele served, it becomes evident that the year of incorporation or, if you like, the number of years a corporation has been in operation, was the characteristic most closely associated with the level of activity in matters of protection of the public. One even discovers that the corporations are divided into two distinct groups corresponding to two significant periods in the history of the evolution of professional activity:

- corporations established more than fifty years ago are usually composed of members the majority of whom are in private practice. These corporations

are exclusive practice corporations, have more revenue at their disposal and are more actively engaged in protection-of-the-public activities as identified by the four indicators mentioned earlier; within this group of corporations, protection-of-the-public activities appear to be still further favoured where the clientele served is for the most part made up of individuals.

- corporations established more recently are usually composed of professionals who are not self-employed. These corporations are not exclusive practice corporations, have less revenue at their disposal, and do not carry on protection-of-the-public activities.

The differences between the two groups of corporations tend to demonstrate that the professional corporation mechanism has not been able, over the years, to adapt effectively to the evolution of social conditions and, more specifically, to the evolution of the manpower market. Therefore, before considering the opportunity of extending this mechanism to new sectors of activity, it is appropriate to review its origins and to study the factors which are at the root of the difficulties of adaptation of this mechanism in spite of the attraction that it continues to hold for the producers of services.

C. The activity of professional corporations viewed in an historical perspective

A return to the sources of professionalism teaches us first of all that the professional corporations established in Québec during the second half of the 19th century and at the beginning of the 20th century operated within an economic context founded on free enterprise. Producers of goods and services were often scattered among small scale enterprises and most professionals were in private practice, alone, autonomous and isolated.

Generally speaking, the members of corporations established during this period carried on their activities over wide-ranging fields of general knowledge. Qualified manpower was scarce, the sum of knowledge was less than today's, the compartmentalization of work was less pronounced. For each field of knowledge there existed a corresponding field of practice ___ medicine, dentistry, law, and so on ___ and each professional was able to offer services which covered the totality of his particular field.

In this context, the establishment of professional corporations constituted a response to specific needs, as much for the professional as for the client: the need to identify the isolated professional with a homogeneous group; the need to

standardize the services offered by independent professionals to clients who were not readily able to evaluate the quality of these services; and so on. Incorporation made it possible to stabilize as it were the distribution of professional services in a given sector while respecting at the same time the system of free enterprise that characteriezed the period.

Mindful of defending the interests of their members, of advancing the cause of the profession as well as promoting the well-being of their clientele and of the public in general, these independent corporations constituted the only mechanism of control for the professions concerned. It appeared difficult to otherwise regulate the activities of independent producers practising individually and possessing monopolies over vast fields of knowledge. Thus it came about that the producers of services were delegated the responsibility of safeguarding the interests of the consumers of these same services.

The rapid industrialization of Québec society and the technological revolution brought about by the Second World War considerably modified work conditions and manpower characteristics. Three phenomena in particular are worthy of note. These are: the increasing proportion of salaried workers, the specialization of work activities resulting from the tremendous increase in the fields of knowledge, and state intervention in the production of essential services.

For a number of years now, the growing control of work activities by private and public enterprises has brought with it a gradual increase in the number of salaried employees in the qualified labour force. A great many members of professional corporations have thus become salaried workers. Because of this they are less isolated, less independent, often members of a union and subject to formal and regular hierarchical control by their employers. The control exercised by professional corporations must therefore be adjusted to these new conditions.

Moreover, professionals are less and less able today to claim to offer services which cover the entire range of a very wide field of knowledge. Their work is often fragmentized, specialized. Manpower supervision is thus carried out more easily in the case of these workers called upon as they are to increasingly effectuate well-defined acts in specific circumstances according to proven methods.

This narrowing of the fields of activity of skilled manpower facilitates the task of supervision in salaried areas and, in the opinion of the Office, modifies the role of professional corporations, given the steadily decreasing number of fields where an independent professional corporation constitutes the only control mechanism for professionals offering comprehensive sevices within a wide field of knowledge and practising their profession individually in private practice.

With respect to State intervention, it has certainly become considerable in the area of professional services. The State is directly or indirectly the principal employer of professionals and the principal client of private practice professionals. In addition, the governments are able to pass legislation which enables them to regulate an occupation directly and can, themselves, issue permits to those who engage in such activity. They can also pass various statutes of a more general nature which regulate the distribution of professional services in a more indirect manner. Such is the case, for example, of the Québec Act respecting Health Services and Social Services, of the Consumer Protection Act, important amendments to which are presently being studied in parliamentary commission in Québec City, and of the federal Combines Investigation Act.

As can be seen, each of these phenomena, considered separately, significanly reduces the expected contribution of professional corporatism to new sectors of activity. All the more so the simultaneous development of these phenomena over recent decades counsels great prudence with regard to the evaluation of the need for establishing new professional corporations.

THE POLICY OF THE OFFICE DES PROFESSIONS WITH RESPECT TO THE DEVELOPMENT OF PROFESSIONALISM IN QUEBEC

At the conclusion of its study, the Office des

professions believes it necessary to formulate the policy that follows with regard to the development of professionalism in Québec. This policy applies to the establishment of new professional corporations, the particular situation of existing corporations with reserve of title and the adaptation of professional corporatism to salaried areas. In making public this policy, the Office urges all groups concerned to send it any comments which might further clarify its content and ensure that it be applied in the best possible manner.

A. Establising new professional corporations

In the absence of data that could help to clarify and render operational the general factors set down in section 25 of the Professional Code concerning the establishment of a professional corporation, the Office intends to study one by one the requests received and, after discussions with the groups concerned, to evaluate in each case the appropriateness, in light of the protection-of-the-public criteria, of recommending the establishment of a professional corporation or the utilization, where necessary, of another type of regulation,

1. The conditions for granting professional self-regulation

The Office will, however, in its evaluation take into account the fact that the conclusions of the study undertaken

with respect to the corporations existing at the time of the adoption of the Professional Code indicate that those corporations which have the greater level of protection-of-the-public activity have maintained, in various degrees, five distinct characteristics which can be regrouped into two categories. On the one hand, the characteristics respecting the conditions of practice within the profession: 1) a high proportion of members in private practice; 2) members' clientele composed in majority of individuals; 3) a relatively vast field of knowledge. On the other, the characteristics relating to the conditions of operation of a corporation: 4) substantial financial resources; 5) a relatively high number of members.

The Office will consider the possibility of granting professional self-regulation only to those groups of persons which, in its opinion, possess these five characteristics. If, however, there exists a serious risk of prejudice being caused to the public because of the nature of the professional acts of groups of persons who, although in private practice and having a clientele composed of individuals, do not practice within a wide field of knowledge, the Office will direct such groups towards another form of regulation. In doing so, it will not be necessary for the Office to take into account the resources these groups have at their disposal. This type of regulation could take one or other of the following forms: regulation and periodic inspections carried out by a directly concerned government department or body; direct regulation by the

Office des professions; joint regulation by the Office and a government body, or by the Office and a professional corporation the competence of which appears necessary to the supervision of the activity in question.

The Office recognizes, however, that this general policy would undergo specific exceptions in cases where the members of a group seeking establishment as a professional corporation work within the field of activity of an existing corporation or in a related field of activity and possess training which is in large part equivalent to that of the members of that corporation. In circumstances such as these, the Office could consider it appropriate to encourage the integration of the members of these groups with the corporations in question.

2. The choice between reserve of title and exclusive practice

The conclusions of the study conducted by the Office indicate that the fact of having the right to exclusive practice of a profession influences in a positive manner the level of activity of a corporation in matters of protection-of-the-public provided that this corporation usually possesses the five characteristics mentioned earlier.

Doubtless, these results could justify that the

Office recommend in general the granting of exclusive rights to practice to groups which fulfill all of the required conditions for obtaining professional self-regulation. The Office hesitates however to blindly adopt such an attitude since the exclusive practice of a profession involves several major drawbacks. The granting of a field of practice to the members of a profession exclusively affords them a total control of the market. The disadvantages for the public inherent in this situation are, as in the case of any monopoly, quite obvious.

Moreover, exclusive practice leads to increasing difficulties of application attributable to the fact that new professions, with levels of training that often vary, are constantly developing within the field of knowledge occupied by only one corporation. This situation leads to friction between the groups concerned, whether relations between professional corporations or relations between professional corporations and professions that are not established as professional corporations are involved; also, it presents difficulties that sometimes allow of no solution when it comes to specifying the fields of practice of each profession or corporation.

In this context, the Office believes that the most realistic position consists in ascertaining for each group concerned whether the advantages, as far as the protection of the public is concerned, of a monopoly of practice outweigh the other foreseeable

drawbacks associated with the granting of this status. This evaluation should obviously be specific to each group and take into account the particular context within which the members practise.

This policy of the Office, while recognizing that exclusive practice offers certain advantages in the matter of protection of the public, places its confidence above all in the future of the reserve of title mechanism. This mechanism makes it possible to identify those persons who offer the best guarantiees of competence in a given sector without involving such major drawbacks inherent in exclusive practice as the compartmentalization of specializations and the granting of the total control of a market to a group of professionals. It was with this in mind that the Office studied the particular situation of existing professional corporations with reserve of title.

B. The particular situation of existing professional corporations with reserve of title

Several of the 17 professional corporations which exist at the present time by virtue of the Professional Code have requested to be transformed into exclusive practice corporations. Despite the difficulties involved in the utilization of the exclusive practice mechanism in sectors where professionals already benefit from it, these corporations with reserve of title

presently believe that it is impossible for them to effectively exercise a protection-of-the-public function because they are not able to control all persons practising the profession.

The Office does not share this point of view. It seems difficult to recommend such an extension of the exclusive practice mechanism, given all the consequences of granting such a monopoly. It is of the opinion rather that the reserve of title mechanism can often constitute the most satisfactory means of controlling professional activities and that it will be the case even more so in the future.

In the view of the Office, the difficulties in the carrying out of their functions that the professional corporations with reserve of title have noted with dissatisfaction do not derive essentially from the fact that their members hold only the monopoly of a professional title. These difficulties result, rather, from the major changes which have occured in the conditions of professional practice and which have been characterized by the processes, considered earlier, involving the steady increase in the proportion of qualified manpower having salaried status, the compartmentalization of fields of knowledge and the intervention of the State in the production of essential services.

In addition to being confronted with these fundamental difficulties, the majority of corporations with reserve of title are faced with the fact that they do not command the resources necessary for the effective accomplishment of their tasks. In the opinion of the Office, the best way of correcting this situation would be to regroup all the corporations with reserve of title operating in the same field of activity or in related fields. Such a regrouping would enable these corporations to obtain the human and financial resources required for the exercise of a protection-of-the-public function and to work in a climate of harmony rather than in one of mistrust. It would also reduce the risks of confusion in the public mind as to the demarcation lines setting off the areas within which the members of the respective corporations practise.

C. Adapting professional corporatism to enterprises and institutions

For the Office, it is clear that professional corporatism — a mechanism for self-regulation originally intended for independent producers — has, at this time, a challenge to meet in private enterprises as well as in public establishments or institutions. This problem concerns almost all of the corporations with reserve of title as well as a great number of exclusive practise corporations.

Thus, the Office, desirous of implementing an Act — the Professional Code — which impose the same obligations to all professional corporations, whatever the context within which their members work, will do everything in its power to facilitate the adaptation of professional corporatism to salaried areas by ensuring, notably, the consolidation of the professional reform.

Moreover, the interest that the Office holds for the implementation of the new professional legislation, particularly with regard to the respect of reserved professional titles and to the application of disciplinary measures and professional inspection in salaried areas, is taking concrete form in the member of studies that are presently being carried out. Upon the completion of these studies, the Office intends, if appropriate, to recommend to the Government legislative amendments which will enable professional corporations to effectively play their role in salaried employment contexts. In the fields more particularly related to private enterprise, the Office intends to study the possibility of permitting the professional corporations in question to enforce standards to be respected by their members when such crucial questions as the quality of the products and services offered by the enterprise, the protection of the environment and the safety of workers are involved.

Of course, these interventions by professional corporations in salaried areas will have better chances of succeeding if a certain collaboration on the part of employers and

unions can be obtained. It is here that the greatest challenge to professionalism and the most important obstacle to its adaptation to present working conditions are to be found. Without the collaboration of the employers and the unions, it will be more difficult to ensure the effectiveness of the disciplinary and professional inspection mechanisms provided for in these sectors.

If, upon termination of these efforts to adapt professional corporatism to salaried areas, clear progress in this respect is evident, the Office could reassess the necessity of obliging groups requesting professional self-regulation to observe the requirement respecting private practice. In the absence of such progress, however, the Office would be obliged to maintain this requirement, to question the self-regulation principle for certain existing corporations, whether they be exclusive practice corporations or corporations with reserve of title.

APPENDIX 1

GROUPS WHICH HAVE REQUESTED TO BE ESTABLISHED AS PROFESSIONAL CORPORATIONS, BY SECTOR OF ACTIVITY

LAW, ADMINISTRATION AND BUSINESS

Québec Real Estate Association

Association professionnelle des approvisionneurs du Québec

Québec Guild of Commercial Accountants

Institute of Accredited Public Accountants

Institute of Management Consultants of Québec

ENGINEERING AND DEVELOPMENT

Province of Québec Association of Landscape Architects

Association des biologistes du Québec

Professional Association of Licensed Cullers of the Province of Québec

Agricultural Technologists' Association Inc.

Corporation of Professional Technicians of the Province of Québec

Interior Decorators Society of Québec

HUMAN RELATIONS

Association des psycho-éducateurs du Québec

Corporation des conseillers sociaux du Québec

Fédération des associations de musiciens éducateurs du Québec

HEALTH

Acupuncture Association of Québec

Association des archivistes médicales de la province de Québec

Association des inspecteurs en hygiène publique

Association des orthothérapeutes de la province de Québec

Québec Association of Prosthetists and Orthotists

Association des puéricultrices de la province de Québec

The Quebec Corporation of Inhalation Therapy Technicians

The Order of Naturopaths of Québec

OTHER

Translators' Society of Québec

APPENDIX 2

LIST OF PROFESSIONAL CORPORATIONS RECOGNIZED UNDER THE PROFESSIONAL CODE

EXCLUSIVE PROFESSIONAL CORPORATIONS

Agronomists

Architects

Land-Surveyors

Hearing-aid Acousticians *

Québec Bar (Lawyers)

Chemists

Chiropractors *

Chartered Accountants

Dentists

Denturologists *

Nurses

Engineers

Forest Engineers

Physicians

Veterinary Surgeons

Notaries

Dispensing Opticians

Optometrists

Pharmacists

Podiatrists *

PROFESSIONAL CORPORATIONS WITH RESERVED TITLES

Chartered Administrators

Industrial Administration Accountants

Licensed General Accountants

Vocational Guidance Counsellors

Industrial Relations Counsellors

Dieticians

Occupational Therapists *

Chartered Appraisers

Dental Hygienists *

Nursing Assistants *

Speech Therapists and Audiologists

Physiotherapists*

Psychologists

Dental Technicians

Medical Technologists *

Social Workers

Town Planners

---

* Professional corporation established by the Professional Code and excluded, for this reason, from the analysis conducted by the Office.